



1er MAI : SUR LES PAVÉS, LA LUTTE !

À LA DGFiP COMME DANS L'ENSEMBLE DE LA FONCTION PUBLIQUE, POURSUIVONS ET AMPLIFIONS LES MOBILISATIONS POUR NOS REVENDICATIONS !

Dans le monde entier, des millions de travailleurs vont manifester côté à côté pour leurs revendications, leurs libertés, leurs droits et contre toutes les formes de discriminations et d'exploitations.

Alors que la crise systémique s'enracine, que les prédateurs de la finance continuent à piller les Etats, que le chômage, la précarité et la pauvreté progressent au rythme des fluctuations boursières, la journée de solidarité internationale du 1^{er} mai prend une dimension encore plus particulière.

Cette année, d'Athènes au Continent Africain en passant par l'Amérique et les pays du Magreb, les défilés doivent marquer l'union de tous les peuples contre le diktat des puissances de l'argent et pour une autre répartition des richesses.

En France, cette date interviendra dans la période d'entre-deux tour de l'élection présidentielle. En renforçant le pouvoir de la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne, FMI) par l'adoption d'un nouveau traité européen sacrifiant l'austérité, le Président de la République sortant a clairement fait le choix de se soumettre un peu plus aux injonctions du MEDEF en amplifiant les attaques contre le Code du Travail, la retraite, la protection sociale, les garanties collectives et les services publics.

Ainsi, après un quinquennat marqué par des mesures régressives d'une extrême dureté mais aussi caractérisé par une répression sociale jamais égalée, il est primordial que les salariés se mobilisent massivement pour renverser efficacement et durablement les orientations en vigueur.

Pour la CGT, si l'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social, celle-ci ne saurait en aucun cas occulter la nécessité de construire de puissantes

mobilisations pour influencer positivement le contenu des politiques à venir.

Le flot ininterrompu et sans cesse accéléré des suppressions de postes, la noria de contre-réformes, la loi sur la mobilité et la PFR ouvrant la porte à la généralisation des licenciements dans la fonction publique et instaurant un nivelingement des rémunérations vers le bas, posent en des termes impératifs pour les fonctionnaires, la question du rapport de force à opposer pour stopper l'hémorragie et gagner l'ouverture de réelles négociations sur toutes nos revendications.

**Ensemble, dans tous les services,
gagnons la participation la plus forte et
la plus unitaire aux manifestations du 1^{er} Mai**

